

Etablissement support
TRAVAUX

JUILLET 2025

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES DE TRAVAUX**
TRVX25-010

Organisé en application des dispositions
du Code de la Commande Publique

**Travaux d'extension
et de restructuration
du SAMU-SMUR
du Centre Hospitalier du Mans**

SOMMAIRE

PAGES

Table des matières

CHAPITRE 1 – GENERALITES	4
ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE	5
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE	5
4.1 Décomposition en lots	5
4.2 Décomposition en tranches	5
4.3 Décomposition en phases	5
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 6 : CONDUITE DES OPERATIONS – MAITRISE D'ŒUVRE	6
6.1 Conduite des opérations	6
6.2 Maîtrise d'œuvre	6
6.3 Contrôle technique	6
6.4 Coordination sécurité – protection de la santé	6
6.5 Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) – Sécurité incendie (SSI)	7
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS GENERALES	7
7.1 Groupement d'opérateurs économiques	7
7.2 Sous-traitance	7
ARTICLE 8 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE	7
8.1 Ordres de service	7
8.2 Bons de commande	7
8.3 Marchés subséquents	7
ARTICLE 9 : DIVERS	7
ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES	8
10.1 Pièces particulières contractuelles	8
10.2 Pièces générales contractuelles	9
ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE	9
ARTICLE 12 : CONDITIONS PARTICULIERES	9
12.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac	9
12.2 Respect des principes de la République	10
CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT	10
ARTICLE 13 : REPARTITION DES PAIEMENTS	10
ARTICLE 14 : CONTENU DU PRIX	11
ARTICLE 15 : REPARITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER	11
ARTICLE 16 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX	12
ARTICLE 17 : MODALITES DE REGLEMENT	14
17.1 Avance	14
17.2 Remise de la demande de paiement	14
17.3 Acomptes	15
17.4 Demande de paiement final	15
17.5 Comptables assignataires	16
17.6 Délais de paiement	16
17.7 Escomptes	16
17.8 Intérêts moratoires	16
17.9 Sureté	16

CHAPITRE 3 : DELAIS	17
ARTICLE 18 : DELAI D'EXECUTION	17
ARTICLE 19 : PENALITES	17
19.1 Pénalités pour retard	17
19.2 Autres pénalités	18
19.3 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique	19
19.4 Pénalité visant le non-respect de la lutte contre le travail dissimulé	20
CHAPITRE 4 : REALISATION DES OUVRAGES	20
ARTICLE 20 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET CLAUSE SOCIALE	20
20.1 Clause d'insertion	20
20.2 Clause environnementale	22
ARTICLE 21 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATRIAUX	23
21.1 Provenance des matériaux et des produits	23
21.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	23
21.3 Caractéristiques, qualités, vérification essais et épreuves des matériaux et produits	23
ARTICLE 22 – IMPLANTATION DES OUVRAGES	23
ARTICLE 23 – PREPARTION DES TRAVAUX – COORDINATION ET EXECTUTION DES TRAVAUX	23
23.1 Préparation des travaux	23
23.2 Plans d'exécution	24
23.3 Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier	24
23.4 Documents fournis après exécution	25
CHAPITRE 5 – RECEPTION ET GARANTIES	26
ARTICLE 24 – CONTRÔLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	26
24.1 Essais et contrôles de ouvrages en cours de travaux	26
24.2 Réception	26
24.3 Réception partielle	27
24.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	27
ARTICLE 25 – GARANTIES CONTRACTUELLES	27
ARTICLE 26 – ASSURANCES	27
CHAPITRE 6 – DISPOSITIONS DIVERSES	28
ARTICLE 27 – PRESTATIONS SIMILAIRES EN COURS DE MARCHE	28
ARTICLE 28 – CLAUSE DE REEXAMEN	28
ARTICLE 29 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	28
CHAPITRE 7 – RESILIATION DU MARCHE – INTERRUPTION DES TRAVAUX	29
CHAPITRE 8 – DIFFERENDS	29
CHAPITRE 9 - DEROGATIONS	30
CHAPITRE 10 - ANNEXES	30

INTRODUCTION

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1^{er} juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements *parties* du GHT 72, à savoir le :

- Centre Hospitalier de Montval-sur-Loir (ex Château du Loir)
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (Sites de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé-le Guillaume)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)
- EHPAD de Bessé sur Braye

Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour son propre compte.

Le présent marché applique le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux dans sa rédaction approuvée par l'arrêté du 30/03/2021.

CHAPITRE 1 – GENERALITES

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier du Mans, représenté par le Directeur Général, représentant le pouvoir adjudicateur, pour son propre compte, d'une part ;

Et,

- Le titulaire, dont l'acte d'engagement accompagné de ses éventuelles annexes a été daté et signé par une personne habilitée à engager la société, d'autre part.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet des travaux d'extension et de restructuration du SAMU-SMUR du Centre Hospitalier du Mans.

Les travaux relèvent d'une opération de construction neuve de bâtiment et d'une opération de restructuration partielle de bâtiment

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE

Les prestations s'exécuteront sous forme d'un marché ordinaire.

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE

4.1 Décomposition en lots

Les prestations visées au présent CCAP sont réparties en lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

LOT N°	INTITULE
01	VRD Gros Œuvre Clos couvert
02	Plâtrerie et plafond
03	Menuiseries intérieures
04	Revêtement sol et peinture
05	Electricité CFO / CFA
06	Plomberie CVC

4.2 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.3 Décomposition en phases

Les prestations visées au présent CCAP s'exécutent par 2 phases définies comme suit :

PHASE	OBJET
01	Construction d'une extension d'environ 200m2 sur 2 niveaux
02	Agrandissement de la salle de régulation en restructurant environ 130m2 au niveau 1 afin d'ajouter 8 postes de régulation supplémentaires.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE

Le marché s'exécutera à compter de la notification jusqu'à la fin de la durée de la Garantie de Parfaite Achèvement.

Les travaux seront exécutés selon les prescriptions du C.C.T.P. et selon le calendrier d'exécution notifié aux entreprises à l'issue de la phase de préparation.

Les travaux seront réceptionnés au plus tard le 31/12/2026.

La durée globale d'exécution des travaux est de 13 mois compris période de préparation et hors GPA.

Il n'est pas prévu d'interruption de chantier pendant la période de congés payés. Les entreprises devront prendre toutes les dispositions utiles pour maintenir, pendant ces périodes, un effectif suffisant pour assurer la marche du chantier conformément au calendrier d'exécution.

Le marché est conclu pour une durée ferme et n'est pas reconductible.

La durée des phases sont conclues comme suit :

- Phase 1 : 8 mois et 1 mois pour les opérations de réception et de déménagement
- Phase 2: 4 mois

ARTICLE 6 : CONDUITE DES OPERATIONS – MAITRISE D'ŒUVRE

6.1 Conduite des opérations

La conduite des opérations est assurée par le Centre Hospitalier du Mans.

6.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par : **MEDIAA**, mandataire du groupement

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission de base.

Le contenu de chaque élément de mission est celui précisé au code de la commande publique.

6.3 Contrôle technique

Les travaux faisant objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.

Le contrôle technique sera effectué par **SOCOTEC**

La mission confiée au Contrôleur technique est :

- Mission L
- Mission STI
- Mission LE
- Mission PS,
- Mission VIELP

6.4 Coordination sécurité – protection de la santé

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis à une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé au sens de l'article L.4532-2 du code du travail.

La coordination sécurité – protection de la santé sera effectuée par **BUREAU VERITAS CONSTRUCTION**.

6.5 Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) – Sécurité incendie (SSI)

6.5.1 OPC

La mission d'OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) est réalisée par le maître d'ouvrage.

6.5.1 SSI

La mission de coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI) est confiée à **EFFICIO**.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS GENERALES

7.1 Groupement d'opérateurs économiques

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement :

- est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant du maître d'ouvrage ;
- représente l'ensemble des entrepreneurs vis-à-vis du représentant du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre pour l'exécution du marché.

7.2 Sous-traitance

Application du CCAG.

ARTICLE 8 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE

8.1 Ordres de service

Le marché s'exécute par émission d'ordres de services.

8.2 Bons de commande

Sans objet

8.3 Marchés subséquents

Sans objet

ARTICLE 9 : DIVERS

Sans objet

ARTICLE 10 : PIÈCES CONTRACTUELLES

10.1 Pièces particulières contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessous* :

- L'Acte d'engagement (AE) ou ATTRI 1 et ses éventuelles annexes, dans la version résultat des dernières modifications éventuelles, gérées par modification du marché (avenant, acte de sous-traitance) et/ou par mise au point du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Générales (C.C.G.) ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et leurs éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de travaux (arrêté du 30 mars 2021) (*Cette pièce générale est réputée connue des parties et n'est pas jointe au dossier de consultation*) ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) * par lot ;
- Le calendrier d'exécution notifié aux entreprises à l'issue de la phase de préparation ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
- Les pièces graphiques en date du 25/07/2025
- Le RICT
- L'étude géotechnique
- L'offre technique du titulaire
- Le Règlement Intérieur du Centre Hospitalier du Mans

* Seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

La DPGF n'est contractuelle que pour :

- son prix global ;
- la décomposition des éléments nécessaires à l'exécution des prestations et en ce qui concerne les prix unitaires des éléments destinés à l'évaluation des prestations éventuellement en supplément ou en déduction du prix global, suivant les ordres de service délivrés. En aucun cas, les quantités indiquées dans ce document n'ont de valeur contractuelle, le prix du marché étant global et forfaitaire.

Par ailleurs, les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toutes sortes pouvant apparaître dans la décomposition du prix des prestations traitées ne peuvent, en aucun cas, conduire à une modification d'un prix forfaitaire.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent Marché, elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement les télécharger sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du Marché.

Quoiqu'il en soit, la seule signature de l'acte d'engagement entraîne l'acceptation des pièces du présent marché dans leur totalité.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

10.2 Pièces générales contractuelles

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix et notamment :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de travaux (arrêté du 30 mars 2021) ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux prévus au présent marché ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCSDTU) ;
- Les avis techniques du CSTB et les assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;
- Les prescriptions du Recueil des Éléments utiles à l'établissement et l'exécution des projets et marchés en France (REEF) et du CSTB ;
- Les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique N° 2910 (combustion).

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE

A l'occasion de leurs missions, les personnels du titulaire peuvent avoir connaissance et détenir des documents et des informations de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités du Centre Hospitalier du Mans ou des autres établissements membre du GHT 72. En conséquence, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation, voire au-delà du terme du contrat de travail. L'employeur devra apporter la preuve qu'il a intégré une clause de confidentialité aux contrats des personnels du titulaire intervenant dans le cadre de la prestation. Un rappel des obligations de réserve sera fait régulièrement par leur employeur.

Toutes les données transférées au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché ont un caractère stratégique et strictement confidentiel. L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » dans sa dernière version et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

ARTICLE 12 : CONDITIONS PARTICULIERES

12.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac

Le titulaire du marché est tenu au respect du règlement intérieur du (ou des) Centre(s) Hospitalier(s) concerné(s). Le règlement intérieur sera transmis au titulaire à la notification du marché.

Par ailleurs, en tant qu'établissement de santé, le Centre Hospitalier du Mans a décidé de renforcer son action en faveur de la prévention des risques liés au tabac et s'engage dans la stratégie nationale de promotion des lieux de santé sans tabac.

Pour soutenir les personnes en cours de sevrage et pour protéger les non-fumeurs, toute l'enceinte du CHM, y compris les espaces extérieurs, est non-fumeur.

Seules quelques zones fumeur clairement identifiées restent à disposition des personnes qui souhaitent continuer l'usage du tabac.

En cas de non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 10 € par manquement constaté.

D'une manière générale, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés au présent CCAP (Lois, Décrets, Arrêtés, Règlements, circulaires, ...) de tous textes administratifs nationaux d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

12.2 Respect des principes de la République

La loi du 24/08/2021 (confortant les principes de la République) impose au titulaire du marché (si ce marché lui confie l'exécution d'un service public), d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction (dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public) s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Des contrôles pourront être mis en place et des sanctions prononcées, lorsque le titulaire du marché ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 13 : REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement de chaque lot indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire de ce lot et à ses sous-traitants directs.
- pour un groupement conjoint, au mandataire titulaire du lot, ses co-traitants et leurs sous-traitants directs.
- [Pour groupement solidaire, si pas d'ouverture de compte commun] pour un groupement solidaire, au mandataire titulaire du lot, ses co-traitants et leurs sous-traitants directs.
- [Pour groupement solidaire, si ouverture d'un compte commun] pour un groupement solidaire, au groupement titulaire, après constitution d'un compte unique au nom des membres du groupement ou du mandataire, du lot et à ses sous-traitants directs.

Si l'acte d'engagement ne fixe pas la répartition des sommes à payer au titulaire et à ses sous-traitants directs, cette répartition résulte de l'avenant ou de l'acte spécial visé à l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux.

ARTICLE 14 : CONTENU DU PRIX

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Le prix des prestations est réputé comprendre notamment l'ensemble des frais d'installation de chantier ainsi que le retrait de ces installations, le nettoyage et l'enlèvement des déchets, gravats, frais de mise en décharge ou de recyclage.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

Par ailleurs, les titulaires sont tenus de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation d'un titulaire ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

ARTICLE 15 : REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER

Pour les dépenses de chantier

Les prix du titulaire du lot 01 comprennent l'ensemble des dépenses de chantier nécessaires à l'exécution des prestations

Les dépenses d'entretien des installations indiquées, s'il y a lieu, sont réputées rémunérées par les prix du lot 01, étant précisé qu'incombent au titulaire du lot 01 :

- les charges temporaires de voirie et de police et tout frais y afférent,
- les frais de gardiennage du chantier, d'ouverture et de fermeture provisoire des bâtiments.

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé,
- chaque titulaire a la charge du tri et de l'évacuation de ses propres déblais dans les bennes conformément aux prescriptions du cahier des charges .
- chaque titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation, de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées et du remplacement de tout matériel dérobé,
- le titulaire du compte prorata a la charge de l'enlèvement des déblais stockés dans les bennes et de leur transport aux décharges publiques et devra laisser en place des bennes à la disposition des titulaires selon l'avancement du chantier et la nécessité d'évacuation des déblais.

Le prix de chaque titulaire comprend les sommes à payer au gestionnaire du compte.

Le titulaire chargé du compte prorata établit au cours de la période de préparation un tableau prévisionnel faisant apparaître la quote-part des dépenses de chaque titulaire en pourcentage du montant de leur marché. Ce tableau est remis au Maître d'ouvrage/d'œuvre pour être transmis à chaque titulaire.

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un titulaire ou d'un groupe de titulaires déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- Consommation d'eau, d'électricité, de téléphone, télécopieur et photocopieur (entretien, fournitures, papiers, ...);
- Chauffage des locaux de chantier ;
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable;
- Frais de répartition et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
 - les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé ;
 - la responsabilité de l'auteur, insolvable n'est pas couverte par un tiers.

Toutefois, les fournitures et matériels présentant un caractère particulièrement onéreux demeureront jusqu'à la réception aux risques exclusifs du titulaire chargé de leur mise en œuvre.

Le titulaire du lot 01 procède au règlement des dépenses visées ci-dessus, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. Il effectue en fin de chantier la répartition des dites dépenses, proportionnellement aux montants finaux des marchés.

Dans cette répartition, l'action du maître d'ouvrage se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

ARTICLE 16 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX

La révision des prix est effectuée par l'application au montant hors taxes **des acomptes** d'un coefficient CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$$CR = 0,85 * c1/C1 + 0,15$$

Où

POUR LE LOT 01:

c1 = indice 1710986 - Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010 dernière valeur définitive connue au moment de l'établissement de l'acompte

C1 = indice 1710986 - Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010 en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire

POUR LE LOT 02:

c1 = indice 1710954 - Index du bâtiment - BT08 – Plâtre et préfabriqués- Base 2010

2010 dernière valeur définitive connue au moment de l'établissement de l'acompte

C1 = indice 1710954 - Index du bâtiment - BT08 - Plâtre et préfabriqués - Base 2010 en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire

POUR LE LOT 03:

c1 = indice 1710962 - Index du bâtiment – BT18a - Menuiserie intérieure en bois - Base 2010 dernière valeur définitive connue au moment de l'établissement de l'acompte

C1 = indice 1710962- Index du bâtiment - BT18a - Menuiserie intérieure en bois - Base 2010 en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire

POUR LE LOT 04:

c1 = indice 1710978 - Index du bâtiment – BT46 - Peinture teinture, revêtement muraux - Base 2010 dernière valeur définitive connue au moment de l'établissement de l'acompte

C1 = indice 1710978 - Index du bâtiment – BT46 - Peinture teinture, revêtement muraux - Base 2010 en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire

POUR LE LOT 05:

c1 = indice 1710979 - Index du bâtiment – BT47 - Electricité - Base 2010 dernière valeur définitive connue au moment de l'établissement de l'acompte

C1 = 1710979 - Index du bâtiment – BT47 - Electricité - Base 2010 en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire

POUR LE LOT 06:

c1 = indice 1710974 - Index du bâtiment – BT41 – Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010 dernière valeur définitive connue au moment de l'établissement de l'acompte

C1 = indice 1710974 - Index du bâtiment - BT41 – Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010 en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire

Cette demande devra être adressée au Centre Hospitalier du Mans :

Gwenaëlle GARAUD

ggaraud@ch-lemans.fr

02 44 71 03 83

Tous les indices sont publiés au **B.O.C.C.R.F.** : **B**ulletin **O**fficiel de la **C**oncurrence, de la **C**onsommation et de la **R**épression des **F**raudes ou sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/information/2411675>).

Clause de sauvegarde

Dans le cas où le prix ajusté entraînerait une augmentation annuelle supérieure à 2%, le Directeur des Achats du Centre hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, après avoir évalué la situation économique et les conditions de la concurrence, se réserve la possibilité soit de :

- ✓ Plafonner l'augmentation à 2%,
 - ✓ De ne pas reconduire le marché.
 - ✓ De résilier le marché.
-

ARTICLE 17 : MODALITES DE REGLEMENT

17.1 Avance

L'avance ne pourra être mandatée qu'après la constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. En aucun cas une caution personnelle et solidaire ne pourra être proposée.

En application de l'**Option B** prévue au CCAG retenue, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond à 5 %.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

17.2 Remise de la demande de paiement

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire constitue la demande de paiement. Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG Travaux, les projets de décomptes mensuels arrêtés au dernier jour du mois m devront être remis entre le 1 et le 5 du mois m+1.

Le projet de décompte mensuel mentionne :

- La date d'émission de la facture,
- Le numéro de la facture,
- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le destinataire de la facture,
- Le code d'identification du service en charge du paiement (centre de gestion),
- Le n° de l'ordre de service ou du bon de commande,
- Le n° du marché et l'intitulé,
- Le relevé des travaux exécutés, des prestations livrées, du service fait,
- Le montant des approvisionnements constitués encore non utilisés,
- Les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires ;
- Le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- le prix unitaire hors taxes,
- le montant global hors taxes,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant global toutes taxes comprises
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement.
- Le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre de l'article 26.4 du CCAG-Travaux, dont il demande le remboursement ;
- Les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

La demande de paiement est remise sur le site Chorus PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toute facture devra être déposée sur Chorus Pro conformément à la réglementation. Par conséquent, toute facture reçue papier fera l'objet d'une suspension du délai de paiement jusqu'à son dépôt sur Chorus Pro.

Centre de gestion à indiquer sur CHORUS PRO : PLAN

Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel. Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

17.3 Acomptes

Le montant de l'acompte est déterminé au regard du décompte mensuel.

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire.

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

17.4 Demande de paiement final

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances.

Le titulaire notifie son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux

L'acheteur prévoit la possibilité d'une suspension du délai de mandatement tant que toutes les justifications nécessaires ne sont pas réunies et notamment :

- Fourniture des D O E, documentations techniques, éléments pour le D I U O, plans etc.
- Levée de toutes les réserves.

L'entreprise enverra un courrier à la Direction des Opérations et des Services Techniques du Centre Hospitalier pour confirmer la levée des réserves.

Ce n'est qu'après la réception de ce courrier suivi du contrôle du Représentant de la Direction Technique et l'établissement du document « *Levée de réserves* » que le mandatement et ensuite le paiement de votre facture pourra avoir lieu. **Jusqu'alors, la facture sera bloquée.**

17.5 Comptables assignataires

Le comptable assignataire du présent marché est :

Monsieur le Trésorier Principal
TRESORERIE HOSPITALIERE DU MANS
192 avenue Rubillard
BP 21072
72072 LE MANS CEDEX 1

17.6 Délais de paiement

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture.

Si du fait de l'entrepreneur, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toute autre opération nécessaire au paiement, le délai de paiement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en est résulté.

La suspension du délai prend fin par l'envoi par l'entrepreneur au Maître d'Ouvrage des pièces ou documents qui lui sont demandés, accompagnés d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

17.7 Escomptes

Sans objet.

17.8 Intérêts moratoires

Au cas où le délai maximum de paiement mentionné à l'article « Délai de paiement » du présent document ne serait pas respecté et conformément aux articles de R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire par l'établissement concerné.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

17.9 Sureté

Chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 %.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande. Le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie.

CHAPITRE 3 : DELAIS

ARTICLE 18 : DELAI D'EXECUTION

Les prestations seront exécutées, à compter de la date de démarrage des travaux précisée dans l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

Les ordres de service visés à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux précisant :

- la date de démarrage de la période de préparation
 - et la date de commencement d'exécution des travaux
- sont notifiés au titulaire.

ARTICLE 19 : PENALITES

19.1 Pénalités pour retard

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu de clause d'exonération du paiement des pénalités, ni de clause limitative dans le montant applicable.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG Travaux.

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution, éventuellement modifié, ou à défaut par rapport au calendrier prévisionnel.

Les jours de pénalités sont calculés en jours calendaires et cumulés pour l'ensemble des retards partiels constatés, sans que ce cumul puisse excéder le retard total de fin de marché normalement prévisible ou constaté, sauf si ce retard impacte le chemin critique de façon encore plus importante.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités détaillées ci-après.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, tout retard dans la livraison de l'opération ou d'une tranche de livraison assortie d'un délai partiel donne lieu sans mise en demeure préalable à l'application d'une pénalité fixée à :

700 € par jour calendaire de retard.

Cette pénalité sera provisionnée provisoirement au fur et à mesure du déroulement des travaux, si le Maître d'Ouvrage constate que le mode ou le rythme d'exécution des travaux laissent prévoir un retard global en fin de chantier. La levée de ces provisions pourra être obtenue en tout ou partie par l'entreprise concernée, seulement lors de l'établissement des décomptes définitifs, et si le retard propre à l'entreprise a été rattrapé par ses seuls soins. Les sommes ainsi débloquées ne seront pas révisées ni actualisées.

Ces retenues sont transformées en pénalités définitives et recalculées à la valeur de cette dernière au moment de l'établissement du décompte final, si l'une des conditions suivantes est remplie :

- ou l'Entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son marché ou n'a pas respecté ou permis de respecter une date jalon ou une date clé ;
- ou l'Entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres marchés.

19.2 Autres pénalités

Outre les pénalités en cas de retard évoquées ci avant, les retenues forfaitaires provisoires décrites ci-après sont applicables dans le cadre de la réalisation de l'opération.

		NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3
1	Non-respect des dispositions de l'organisation de chantier (autres que ceux mentionnés par ailleurs) : par jour calendaires Non-respect règles d'hygiène sanitaires et circuits des ouvriers arrêtés par le EHLIAS et la DT	X		
2	Souillage des végétations en place à conserver	X		
3	Dégradation des végétations en place à conserver leur faisant courir un risque pour leur survie			X
4	Travaux bruyants en dehors des heures tolérées		X	
5	Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit		X	
6	Défaut de gestion des flux entrant et sortant du chantier (service trafic représenté par son responsable)	X		
7	Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites		X	
8	Défaut de nettoyage et d'évacuation des gravats affectée à un marché de travaux		X	
9	Non-utilisation des équipements sanitaires prévus au titre des installations de chantier	X		
10	Défaut d'entretien et de maintenance des installations sanitaires.		X	
11	L'employé d'une Entreprise est surpris en défaut de sécurité quelle qu'en soit la raison	X		
12	Défaut d'encadrement sur le chantier : par jour calendaires	X		
13	Retard pour non enlèvement des matériaux inemployés	X		
14	L'Entreprise démontre sa méconnaissance de ses obligations contractuelles		X	
15	Absence en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité de son entreprise convoquée à ladite réunion, sauf s'il est dégagé de cette obligation par le Maître d'Œuvre ou l'OPC	X		
16	Absence non excusée en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité d'un marché convoqué à ladite réunion, le marché en question étant sur le chemin critique du planning		X	
17	Retard dans la remise de documents de préparation du chantier et d'exécution, de plans « Bon pour Synthèse » ou « Bon pour Exécution » par jour calendaires et par zone	X		
18	Retard dans la présentation d'un prototype		X	
19	Présentation d'un prototype ou d'un échantillon non conforme au marché			X

		NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3
20	Retard dans la présentation d'un échantillon, d'un devis ou mémoire par jour calendaires	X		
21	Retard sur la remise des documents de méthodologie d'exécution, d'ordonnancement et de planification détaillée		X	
22	Présentation d'un devis irrecevable par son contenu (s'il recouvre des travaux dus au titre du marché de base), par les montants (s'ils sont sans rapport avec les prix unitaires pratiqués dans le cadre du marché) ou par sa présentation (décomposition par entité)		X	
23	Retard dans la justification et/ou détail de prix pour ouvrage non prévus par jour calendaires	X		
24	Retard dans la constitution du dossier DOE ou des documents d'exploitation sous la forme de dossiers provisoires ou du dossier DIUO ou du dossier de sécurité SSI, il sera retenu un montant forfaitaire sur la dernière situation de 600 € jusqu'à l'obtention du document définitif sans réserve.	X		
25	Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 1		X	
26	Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 2			X
27	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux		X	

Récapitulation des retenues forfaitaires provisoires :

NIVEAU DE LA RETENUE FORFAITAIRE	MONTANT CORRESPONDANT
Niveau 1	500 Euros HT
Niveau 2	1 000 Euros HT
Niveau 3	2 000 Euros HT

L'application de ces retenues ou pénalités ne dispense en aucun cas l'Entrepreneur d'indemniser le Maître d'Ouvrage du préjudice qu'il aura effectivement subi.

L'ensemble des retenues est applicable de plein droit par simple constatation de l'existence de leur fait générateur, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure à l'Entrepreneur. Elles sont immédiatement déductibles des situations de l'Entrepreneur et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître de l'Ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation à l'Entreprise des coûts induits par sa négligence.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de cumuler les retenues provisoires en les transformant en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte final, ou de les réduire en partie ou totalement.

19.3 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à **60 euros par heure d'insertion non réalisée**.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une **pénalité égale à 100 euros par jour de retard** à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

19.4 Pénalité visant le non-respect de la lutte contre le travail dissimulé

En cas de non-respect des préconisations mises en œuvre concernant la lutte contre le travail dissimulé, précisées à l'article 27 du présent CCAP, l'entreprise en cours une pénalité de 200 € par manquement constaté.

CHAPITRE 4 : REALISATION DES OUVRAGES

ARTICLE 20 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET CLAUSE SOCIALE

20.1 Clause d'insertion

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et son décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relative aux marchés publics en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots identifiés dans l'annexe n°1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le titulaire s'engager à réaliser, sur la durée d'exécution du marché, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières à hauteur du nombre d'heures de travail indiqué en annexe n°1 du présent CCAP.

Néanmoins, en cas de reprise de personnel intervenant en application d'une convention collective, le nombre d'heures d'insertion devant être effectué par le titulaire du marché sera calculé en tenant compte d'une assiette portant uniquement sur le nombre de personnels non repris et sera proratisé en conséquence.

20.1.1 Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion mentionné à l'article 18.1.3.

Les personnes éligibles au dispositif de la clause d'insertion sont demandeurs d'emploi et:

- les allocataires du RSA,
- les jeunes de moins de 26 ans avec ou sans qualification, souhaitant s'inscrire dans une démarche d'insertion professionnelle (Mission Locale)
- les demandeurs d'emploi de longue durée inscrits depuis plus de 12 mois à Pôle Emploi dans les 18 derniers mois,
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits à Pôle Emploi,
- les personnes reconnues travailleurs handicapés par la MDPH,
- les publics sous agrément IAE,
- les demandeurs d'emploi bénéficiaires d'autres minima sociaux (Allocation de Solidarité Spécifique, Allocation Adulte Handicapé, pension d'invalidité, Allocation Temporaire d'Attente)

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, de Le Mans Développement, des Missions Locales, de CAP Emploi, de la Maison Départementale des Personnes Handicapées, ou du bureau Emploi de la Direction de l'Economie, de l'Emploi et de l'Insertion du Département de la Sarthe, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Les entreprises ou leurs opérateurs devront faire valider chaque candidature par Le Mans Développement ou le Conseil Départemental, avant le premier jour de l'embauche. Dans le cas où **l'éligibilité du candidat embauché n'aurait pas été validée, Le Mans Développement et le Conseil Départemental se réserveront la décision de valoriser les heures d'insertion réalisées.**

20.1.2 Les modalités de mise en œuvre de la clause sociale

L'attributaire retenu a l'obligation de réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion (emploi et/ou formation) réalisée selon l'une des modalités suivantes :

- **l'embauche directe** en contrat à durée indéterminée ou en contrat à durée déterminée (après vérification de l'éligibilité du candidat par Le Mans Développement)
- **la mise à disposition de salariés en insertion :** L'entreprise se met donc en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), d'une association intermédiaire (AI), d'une entreprise de travail temporaire (ETT) sous réserve de l'utilisation du recours « Accès à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières » *(selon l'accord du 7 septembre 2005 relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L.124-2-1-1 du Code du Travail)*, (après vérification de l'éligibilité du candidat par Le Mans Développement)
- **le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance** avec une structure relevant de l'insertion par l'activité économique (IAE), c'est à dire une entreprise d'insertion (EI), un chantier d'insertion (ACI), ou une structure employant des travailleurs handicapés, c'est-à-dire une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT).

20.1.3 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant contact avec :

<u>Pour les travaux sur tous les sites du G H T :</u> Contact :	
<p style="text-align: center;"> M. Abdellatif AMMAR Facilitateur clause sociale Le Mans Développement 39 rue de l'Esterel 72100 LE MANS Tel :02.56.03.69.01 clause.sociale@lemansdeveloppement.fr </p>	

20.1.4 Les modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du facilitateur des clauses sociales de Le Mans Développement, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (*ex : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc. ;*) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et l'évaluation de l'action.

Les pièces demandées sont : relevé mensuel des heures réalisées, justificatif d'éligibilité à la clause, CV, copie du contrat de travail.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut décider, à tout moment, en lien avec les facilitateurs des clauses sociales de Le Mans Développement ou du Département de la Sarthe, faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec la ou les entreprises attributaires.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 17 du CCAP.

En tout état de cause, le titulaire, doit dès leur survenance, informer le pouvoir adjudicateur, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, l'animateur des clauses sociales désigné par le pouvoir adjudicateur, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue du marché, l'entreprise s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le pouvoir adjudicateur peut procéder à la résiliation du marché.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra suspendre ou annuler la clause sociale d'insertion. Cette annulation sera subordonnée à la communication par le titulaire, d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DIRECCTE ou au juge.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des travaux, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

20.2 Clause environnementale

L'entreprise de travaux prendra l'ensemble des mesures nécessaires pour réaliser un tri à la source des différents types de déchets, en respectant les cahiers des charges des différentes filières de valorisation ou d'élimination qui apportent des précisions quant aux modalités de dépose, collecte séparée et transport de ces déchets à respecter.

Le Titulaire déposera sélectivement les matériaux valorisables et notamment non dangereux (plâtre, métaux, bois, plastiques rigides, PVC, menuiseries vitrées, inertes, etc...)

Le titulaire prendra toutes les mesures pour éviter les pollutions croisées avant que les déchets soient placés dans des contenants adaptés.

ARTICLE 21 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATRIAUX

21.1 Provenance des matériaux et des produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché, ou déroge aux dispositions desdites pièces.

21.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet

21.3 Caractéristiques, qualités, vérification essais et épreuves des matériaux et produits

Les matériaux et fournitures devront être conformes aux normes, avis techniques, cahiers des charges ou prescriptions contractuelles les concernant [conformité attestée par exemple par le marquage systématique ou par des procès-verbaux d'essais qui peuvent être ceux du fournisseur, mais concernant des échantillons prélevés, ou ceux effectués par un laboratoire qualifié, à l'initiative de l'entrepreneur ou du maître d'ouvrage et aux frais de l'entrepreneur].

Concernant la sécurité incendie, la conformité en réaction ou résistance au feu doit être attestée par un procès-verbal d'essai effectué par un laboratoire agréé.

Le certificat du bureau de contrôle devra être vierge de remarques.

Pour les essais et vérifications « in situ », l'entreprise devra :

- ☞ fournir en début de travaux son programme de vérification et le faire agréer par l'organisme de contrôle ou, s'il n'en n'est pas de prévu, par le maître d'ouvrage,
- ☞ effectuer tous les essais et contrôles prévus à ce programme, en temps utile et à ses frais,
- ☞ effectuer ou faire effectuer par un laboratoire agréé, selon les directives du maître d'ouvrage, les contrôles complémentaires qui lui seraient demandés par ce dernier en cours de travaux, jusqu'à l'expiration de la période de garantie, et en supporter les frais quels qu'en soient les résultats.

ARTICLE 22 – IMPLANTATION DES OUVRAGES

Application du CCAG-Travaux.

ARTICLE 23 – PREPARATION DES TRAVAUX – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

23.1 Préparation des travaux

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution. Sa durée est de 30 jours.

23.2 Plans d'exécution

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ils sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

23.3 Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier

23.3.1 Installation de chantier

Conformément à l'article 31 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives aux installations de chantier nécessaire à la bonne exécution de son marché et notamment :

- Les terrains pour ses installations de chantier,
- L'établissement et l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de services et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation du public,
- Le cas échéant, le panneau de chantier,
- Les terrains nécessaires pour les déblais.

Les obligations énumérées au présent article 31 sont réparties entre les titulaires des différents marchés conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché, notamment le plan général de coordination du coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi.

23.3.2 Nettoyage du chantier

Chaque entreprise doit procéder au nettoyage régulier de sa zone d'intervention aussi souvent que nécessaire ainsi qu'à l'évacuation des débris, déblais,

En cas de nécessité due, notamment, à la non-exécution ou à l'insuffisance du nettoyage par les entreprises, le maître d'ouvrage pourra ordonner des nettoyages complémentaires pendant les travaux. Ces nettoyages pourront être effectués par une entreprise spécialisée et leurs coûts seront portés au compte prorata ou imputés à l'entreprise défaillante.

23.3.3 Sécurité et hygiène sur le chantier

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers, conformément à l'article 31.4 du CCAG Travaux et à la réglementation en vigueur.

23.3.4 Contraintes liées au risque aspergillaire

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles devront prendre en compte en permanence le risque aspergillaire vis-à-vis des patients.

Une réunion d'information sur les règles de co-activité et d'intervention sur le site du CH du Mans sera organisée pour l'ensemble du personnel d'encadrement et de chantier. Cette réunion, animée par les médecins de l'EHLIAS (Service de Prévention des Infections Nosocomiales) du CHM, informera et sensibilisera les intervenants du chantier sur les risques encourus par les patients du CH du Mans en contact avec les poussières du chantier, sur les gênes occasionnées par le bruit pour le personnel médical. La participation des intervenants à cette réunion est impérative.

Le non-respect des règles entrainera un arrêt de chantier immédiat sans compensation

23.3.5 Consignes

Afin de garantir la sécurité et la réglementation des travailleurs et visiteurs sur le chantier et du fait de la responsabilité pénale du maître d'ouvrage, il est demandé au titulaire la présence d'un référent parmi l'équipe, capable d'échanger avec le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, et de relayer les consignes aux autres travailleurs de l'équipe.

23.3.6 Utilisation des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire responsable.

En cas d'allotissement et en l'absence de titulaire responsable identifié, le montant est porté sur le compte prorata et répartie entre les entreprises concernées par l'usage des transports routiers et d'engins de chantier exceptionnels.

23.4 Documents fournis après exécution

Outre les documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux en application de l'article 29.1 du CCAG-Travaux et 21.3 du présent CCAP, le titulaire remet dans les deux mois suivant la réception des travaux, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage en l'absence de maître d'œuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG-Travaux et 24 du présent CCAP, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) comprenant notamment :

- les plans d'exécution conformes à la réalisation,
- les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre,
- les spécifications de pose,
- les notices de fonctionnement,
- les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre,
- les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.
- les éléments prévus dans le CCTP

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception par le titulaire entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 19 du présent CCAP.

En cas d'allotissement, le DOE de chaque lot est fourni par le titulaire de ce lot dès que celui-ci a achevé ses ouvrages.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

Tous les documents du DOE et ceux nécessaires à l'établissement du DIUO doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Ces documents sont remis sur CD-ROM ou CLE USB suivant l'accord du maître d'ouvrage aux formats suivants :

- Pour les plans, en format DWG et PDF,
- Pour les autres documents, en format PDF.

Un format papier pourra être fourni sur demande du maître d'ouvrage.

CHAPITRE 5 – RECEPTION ET GARANTIES

ARTICLE 24 – CONTRÔLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

24.1 Essais et contrôles de ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'œuvre prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître d'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute du titulaire; dans le cas contraire, par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux, ces essais et contrôles sont pris en charge par le titulaire.

24.2 Réception

La réception définitive prendra effet à l'issue des travaux de l'ensemble des lots et après le nettoyage complet des lieux.

Ainsi, par dérogation aux articles 41.1 et 42.1 du CCAG Travaux, la réception ne pourra concerner que l'ensemble des travaux relatifs à l'opération ou, le cas échéant, la tranche ou la phase de travaux visée en objet. Le titulaire d'un lot ne peut donc demander la réception de ses travaux que lorsque l'ensemble des travaux objet de l'opération ou le cas échéant de la tranche ou la phase concernée sera achevé.

De ce fait, l'attention des différents titulaires est attirée sur l'obligation qu'ils ont de la « garde » de l'ouvrage et de ses équipements.

Ainsi chaque titulaire avise le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que ces travaux ont été achevés ou le seront : le maître d'œuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux de l'opération ou le cas échéant de la tranche ou de la phase sera achevé. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés

La décision du représentant du pouvoir adjudicateur de prononcer la réception, de ne pas la prononcer ou de la prononcer avec réserves sera notifiée à l'entrepreneur dans les trente jours suivant la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du Maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, les titulaires sont tenus d'attendre que soit fixée la date des opérations préalables par le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage. Il n'y aura pas de réception tacite en l'absence de l'avis du maître d'œuvre.

24.3 Réception partielle

Les travaux feront l'objet d'une réception partielle conformément à l'article 42 du CCAG-Travaux pour les parties d'ouvrage réparties en deux phases :

PHASE	OBJET
01	Construction d'une extension d'environ 200m ² sur 2 niveaux
02	Agrandissement de la salle de régulation en restructurant environ 130m ² au niveau 1 afin d'ajouter 8 postes de régulation supplémentaires.

24.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

ARTICLE 25 – GARANTIES CONTRACTUELLES

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'UN (1) an pour l'ensemble des ouvrages. Son point de départ est la date de prise d'effet de la réception de chaque partie d'ouvrage.

L'entrepreneur sera tenu d'exécuter les travaux de remise en état dans un délai fixé par lettre recommandée de mise en demeure. Toutefois, ce délai ne sera pas inférieur à 10 jours ni supérieur à 30 jours, il pourra être réduit en cas d'urgence.

ARTICLE 26 – ASSURANCES

Conformément à l'article 8 du CCAG-T et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- Assurance de responsabilité civile professionnelle :

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Le niveau des garanties exigées par le maître d'ouvrage est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

- Assurance de responsabilité civile décennale :

Pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, le titulaire souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L. 241-1 du code des assurances.

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

Pour les ouvrages de construction non soumis à l'obligation légale d'assurance, mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, lorsque le CCAP ou tout autre document en tenant lieu le prévoit, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale.

Les montants de garantie, s'ils sont fixés, sont adaptés aux limites du marché de l'assurance. A la notification du marché, le maître d'ouvrage communique au titulaire le coût prévisionnel total de l'opération de construction, honoraires compris.

- Attestations d'assurance :

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas d'assurance de responsabilité décennale obligatoire au titre de la garantie décennale, le titulaire doit justifier qu'il satisfait à cette obligation, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux dispositions des articles A.243-2 et suivants du code des assurances. L'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le titulaire intervient et pour les activités objets de son marché.

Les mêmes documents mis à jour seront présentés par les entreprises à la remise des décomptes définitifs de l'opération.

Une garantie décennale est nécessaire ; l'attestation de cette assurance sera fournie avant tout commencement de travaux par le titulaire du marché aux établissements de santé concernés.

CHAPITRE 6 – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 27 – PRESTATIONS SIMILAIRES EN COURS DE MARCHÉ

Les prestations, objet du présent marché, pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché. Les conditions d'exécution de ce nouveau marché précisées au présent C.C.A.P..

ARTICLE 28 – CLAUSE DE REEXAMEN

Sans objet.

ARTICLE 29 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément à l'article 31.5.1 du CCAG Travaux, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa **carte d'identité professionnelle sécurisée** (CARTE BTP) où l'attestation provisoire délivrée à la fin de la démarche de demande et de paiement de la carte. Le maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment.

En plus, conformément aux articles 31.5.2 et 31.5.3 du CCAG Travaux, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un **enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier**. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente. Le maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment.

Par ailleurs, en cas d'emploi sur le chantier de salariés étrangers soumis à autorisation de travail, le titulaire tient à jour la liste nominative de ces salariés qui précise pour chacun : sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est tenue à jour durant toute la durée du chantier.

Conformément à l'article 31.5.4 du CCAG Travaux, le titulaire avise ses **sous-traitants** de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

En cas de manquement à ces règles, constaté par le maître d'ouvrage, cette dernière adresse au titulaire une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux fins de régularisation sous 24h.

Si la situation s'est poursuivie au-delà de ce délai, la personne publique en informe **l'Inspection du Travail**.

En outre, une pénalité sera appliquée conformément à l'article 17.4 du présent CCAP.

CHAPITRE 7 – RESILIATION DU MARCHE – INTERRUPTION DES TRAVAUX

Application du CCAG-Travaux.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exécuter les prestations aux frais et risque du titulaire défaillant.

CHAPITRE 8 – DIFFERENDS

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément aux dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G. des marchés publics de fournitures courantes et de services.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif :

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111
44041 NANTES Cedex.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

CHAPITRE 9 - DEROGATIONS

L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-T.

L'article 17.2 du CCAP déroge à l'article 12.1.1 du CCAG-T.

L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-T.

L'article 19.1 du CCAP déroge aux articles 19, 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG-T.

L'article 23.3.6 du CCAP déroge à l'article 34.1 du CCAG-T.

L'article 24.1 du CCAP déroge à l'article 38 du CCAG-T.

L'article 24.2 du CCAP déroge aux articles 41.1, 41.1.3 et 42.1 du CCAG-T.

CHAPITRE 10 - ANNEXES

Annexe A – Coordonnées Etablissement

Annexe 01 : Clause sociale – Insertion par l'activité économique
